



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Allocution prononcée par la Directrice générale de l'UNESCO,
Irina Bokova,
à l'occasion de la session d'information avec
le Conseil exécutif**

UNESCO, le 10 Juillet 2012

Madame la Présidente du Conseil exécutif,

Mesdames et Messieurs,

Bonjour à tous et merci, Madame la Présidente, pour ces mots chaleureux et les marques d'encouragements que vous avez adressés lors de Conférence de Rio + 20 envers l'UNESCO et l'ensemble de ses équipes.

Avant de répondre à vos questions, permettez-moi de revenir un instant sur une situation d'urgence. Je parle des événements qui touchent le Mali et de la destruction des Mausolées de Tombouctou.

L'UNESCO est totalement mobilisé sur le sujet.

J'ai envoyé une mission d'urgence sur place au mois de mars.

J'en ai discuté au Bénin, avec le Président Boni Yayi, Président en exercice de l'Union africaine et les autres Chefs d'Etats Africains lors de mes visites en Afrique de l'Ouest.

J'ai alerté le Secrétaire général des Nations Unies immédiatement après l'annonce des premières destructions. Il a aussitôt appelé à la fin des violences et contacté personnellement plusieurs responsables politiques.

J'ai alerté le directeur général de l'ISESCO, la CEDEAO, et tous les responsables politiques concernés.

Ces efforts conjoints ont permis l'adoption d'une résolution spécifique au Conseil de Sécurité, n° 20/56, qui mentionne explicitement la protection du patrimoine culturel.

Le Comité du Patrimoine mondial réuni à Saint Pétersbourg a également pris une décision et demandé l'envoi d'une mission sur place, dès que possible, ainsi que la création d'un Fonds spécial pour le Mali – et j'ai appelé les Etats membres de l'UNESCO, de l'ISESCO et de l'Organisation de la coopération islamique à y contribuer.

Je voudrais saluer la Présidente du Comité du patrimoine mondial, Madame Mitrofanova et l'Ambassadeur de France, M. Rondeau, pour leur initiative d'une déclaration solennelle des ambassadeurs de l'UNESCO contre ce « crime de l'histoire humaine ».

Vous serez informés de tous les développements de cette tragédie.

Maintenant Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de me tourner vers les sujets de notre travail aujourd'hui.

Nous sommes réunis pour une deuxième réunion d'information des Etats membres du Conseil exécutif, en moins de 3 mois.

Vous avez posé plusieurs questions directes et précises.

J'y répondrai dans le même esprit.

Ce n'est pas la première fois que je vous le dis, l'UNESCO est confrontée à une situation difficile, qui appelle des mesures fortes.

Les données du problème sont claires, et pour le résoudre, nous devons garder à l'esprit que nos efforts servent un double objectif.

Il s'agit, pour une part, de résorber le déficit budgétaire.

Mais il s'agit également et surtout à mon avis de mieux positionner l'UNESCO, de mieux définir notre valeur ajoutée.

Cette réforme est une réforme sur le long terme, et je mesure parfaitement la portée de chaque décision car il n'y a pas de retour en arrière.

A cet égard, les difficultés actuelles ne doivent pas occulter les réussites de cette Organisation.

Elles sont nombreuses et donnent le sens de notre action.

Ce n'est pas un hasard si le Secrétaire général des Nations Unies va lancer, le 26 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, son initiative mondiale sur l'éducation : Education first (*l'éducation d'abord*).

Ce n'est pas un hasard, non plus, s'il a demandé à l'UNESCO d'être en première ligne.

C'est le résultat d'un long travail, notamment depuis la réunion de l'ECOSOC en juillet dernier.

C'était la première fois que cette réunion portait sur l'éducation – et c'est grâce nous, grâce à l'UNESCO.

Nous l'avons organisé avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, et j'y ai porté le message de l'UNESCO en faveur d'une vision globale de l'éducation, au-delà du primaire.

Ce message a été entendu.

Le Secrétaire général a annoncé que l'éducation serait l'une des priorités de son second mandat.

Son initiative mettra l'accent sur la scolarisation de chaque enfant, l'amélioration de la qualité et l'éducation à la citoyenneté.

Vous avez souhaité – en particulier la Norvège – en savoir davantage sur notre rôle dans cette initiative.

Notre rôle est crucial dans la mesure où nous avons donné l'idée générale de cette initiative.

Cette initiative comporte trois éléments.

- D'abord un volet technique : l'UNESCO a élaboré la note conceptuelle, défini la vision et le contenu de l'initiative. Cette note est en train d'être affinée par un Comité consultatif technique, dont nous sommes membres. Nous développons également le contenu du site internet de l'Initiative, en collaboration avec l'UNICEF.
- Il y a ensuite un Comité de pilotage de haut niveau, qui va fournir l'orientation stratégique de l'Initiative. Le Secrétaire général des Nations Unies m'a proposé d'en être la Secrétaire exécutive, et notre première réunion aura lieu ce 30 Juillet à New York.
- L'initiative s'appuie enfin sur une troisième composante, avec une liste de pays champions pour l'éducation, que le Secrétaire général des Nations Unies va désigner, et destinés à soutenir l'initiative dans chaque région.

Cette initiative va être un levier considérable pour nos programmes et nos activités et va nous permettre de mieux positionner l'UNESCO pour l'après 2015.

A cela s'ajoute la Conférence TVET, à Shanghai au mois de Mai, qui a souligné l'enjeu des compétences et de la formation pour l'emploi ;

Vous me demandez que l'UNESCO soit en première ligne des efforts mondiaux sur l'éducation – nous y sommes.

Je pense également à notre leadership dans le domaine des sciences.

Car c'est aussi vers l'UNESCO que M. Ban Ki-moon s'est tourné pour définir la meilleure façon de mettre en œuvre les recommandations du rapport sur la viabilité mondiale qui portent sur les sciences.

J'ai réuni à sa demande au mois de mai un groupe ad hoc de chefs d'agences des Nations Unies et d'organismes scientifiques internationaux.

Sur la base de nos propositions, le Secrétaire général a décidé de créer un Conseil consultatif scientifique, dont l'UNESCO dirigera les travaux, et qui sera chargé de le conseiller sur les enjeux de la science, des technologies et de l'innovation pour le développement durable.

Et c'est l'UNESCO qui en hébergera le secrétariat.

Dans tous mes déplacements, je constate à quel point l'UNESCO est attendue.

En Côte d'Ivoire, au Togo, au Bénin, au Gabon, tous les chefs d'Etats ont demandé l'appui de l'UNESCO pour soutenir l'éducation à la citoyenneté et la culture de la paix.

Nous venons d'ouvrir notre nouveau bureau en Libye – et j'en profite pour saluer le bon déroulement des élections qui viennent d'avoir lieu.

Nous allons pouvoir lancer un programme complet d'activités, avec un accent sur le renforcement des capacités et la protection du patrimoine – et je veux saluer la contribution de l'Italie, qui fait ici un geste très substantiel, à hauteur de 1 million d'EUROS.

Nous allons soutenir plusieurs projets scientifiques, pour 5 millions d'US\$ et un projet pour l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement supérieur, pour 5 millions de dollars supplémentaires.

A cela s'ajoute également 2,1 millions US\$ pour la liberté d'expression et de la presse dans les pays du Nord d'Afrique, financés par la Suède, ou notre projet de radio communautaire lancé dans 7 pays d'Afrique, également avec le soutien de la Suède, pour 4,5 millions de dollars.

Quant au Fonds international pour la promotion de la culture (FIPC), je me félicite de la réunion de son Conseil d'administration, qui s'est tenue hier pour la première fois, et je dois remercier tous les Ambassadeurs et les donateurs impliqués dans cet effort.

Cette réunion marque la revitalisation de ce fonds créé en 1974 pour soutenir la créativité et les artistes sur les cinq continents.

Les nouveaux membres de ce Conseil d'administration sont à pied d'œuvre et je veux leur rendre hommage, car ils ont déjà tracé la feuille de route de leurs travaux, pour lever des fonds, soutenir la création et la culture dans les pays en développement. La prochaine réunion du Fonds est déjà prévue, en février 2013.

Tous ces résultats dessinent l'image d'une Organisation reconnue, active et mobilisée sur ses sujets.

Nous avons un programme, nous le mettons en œuvre, malgré les difficultés.

Cela ne veut pas dire que tout va pour le mieux à l'UNESCO.

Et je voudrais en venir à notre situation financière.

Je vous rappelle que la Conférence générale a approuvé un budget de 653 millions de dollars.

Sur ces 653 millions de dollars, nous disposons en réalité de 465 millions de dollars.

J'ai fixé cette somme comme plafond pour les plans de travail de l'ensemble des secteurs, ce qui correspond à une réduction de 29% des ressources du programme ordinaire.

Il est évident que cette situation n'est pas viable sur le long terme. Mais dans l'immédiat, nous avons pris des mesures radicales pour respecter ce plafond.

Nous agissons dans trois directions :

- Réduction massive des coûts, et c'est l'objectif de la feuille de route que vous avez adopté et discuté en février dernier : moins de voyages, des voyages moins chers, moins de consultants, moins d'effectifs, moins de dispersion, moins de coûts administratifs.

- Accélération de la réforme sur la base de l'évaluation externe indépendante.

- Collecte de contributions supplémentaires – c'est le but du Fonds d'Urgence.

Ces mesures donnent des résultats.

Au cours des 5 premiers mois, nous avons déjà réduit le niveau de nos dépenses de 13% par rapport au dernier biennium, et selon nos prévisions actuelles, nous devrions atteindre 18% de réduction sur l'ensemble du biennium.

C'est considérable, en seulement 5 mois.

Nous avançons rapidement vers l'objectif fixé d'une réduction de 29%, et nous explorons toutes les pistes pour combler notre déficit.

Vous avez souhaité – et en particulier l'Allemagne – connaître la situation de notre trésorerie pour 2012.

Notre trésorerie est restée positive au premier semestre, grâce au versement des contributions des Etats Membres.

La situation devrait rester positive pendant la seconde moitié de l'année, même si nous pouvons avoir besoin de faire appel au fonds de roulement en décembre ou en janvier, en attendant les premiers versements des contributions annuelles.

En 2013, notre trésorerie devrait également rester positive jusqu'au troisième trimestre.

Au quatrième trimestre il est possible que nous ayons besoin de faire appel au fonds de roulement.

Nous anticipons un déficit de trésorerie de l'ordre de 10 millions de dollars à la fin 2013, bien qu'il soit difficile de prévoir maintenant ce que sera la situation l'année prochaine.

Ce qui est certain, c'est que nous ferons ce qu'il faut pour limiter le déficit au maximum.

Vous avez souhaité – et en particulier le Royaume Uni – connaître les dernières mesures prises à cet effet.

Par la Note Ivoire n° 12/10, j'ai décidé le réalignement du bureau des ressources humaines : 2 sections au lieu de 6, suspension de 9 recrutements depuis janvier.

Par la Note Ivoire n° 12/11 j'ai décidé de nouvelles restrictions sur les frais de mission. Je rappelle que ces frais ont déjà été réduits de 65% depuis le 1^{er} janvier par rapport au dernier biennium.

Le recours à la classe affaire sera encore plus strictement limité, pour dégager près de 3 millions d'économies sur le biennium.

Par ailleurs, j'ai décidé de fusionner toutes les unités administratives des services centraux.

C'est-à-dire qu'il n'y aura désormais qu'une seule unité administrative pour MSS, ERI, BFM, BFC, BSP, ODG, AFR, HRM, GBS.

C'est une économie de 1,5 à 1,9 million US\$ sur le biennium.

Nous nous dirigeons vers un gel de 100% des postes vacants, à de très rares exceptions près, pour des postes essentiels.

Je pense notamment à la nomination du Directeur de l'Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC), que je viens d'accorder.

Nous avançons également sur la mise en œuvre de la feuille de route et vous avez souhaité – notamment le Royaume Uni – connaître l'état d'avancement.

Nous avons défini dans cette feuille de route 18 objectifs.

Nous obtenons des résultats concrets sur la plupart d'entre eux :

Objectif n°1 : réduire le nombre des plans de travail de 20%, pour éviter la dispersion des projets – nous les avons déjà réduits de 13% au mois de mai, nous en sommes à -17%.

Objectif n°2 : réduction d'ici fin 2012 de 30% des plans de travail ayant des coûts opérationnels minimaux – ils sont réduits de 45%

Objectif n°6 : viser un ratio global entre le personnel hors Siège et le personnel du Siège à 40 pour 60 d'ici fin 2013. Nous étions à 35 pour 65 en janvier, nous l'avons encore amélioré à 37 pour 63.

Objectif n°9 : accroître de 10% le nombre de partenariats public-privé d'ici la fin de l'année 2012 – en 6 mois seulement, nous avons déjà signé une trentaine de nouveaux partenariats et à ce rythme, nous aurons doublé le nombre de nos partenariats en fin de biennium.

Et ce n'est pas seulement un résultat quantitatif : nous revoyons également les méthodes de travail et les modes de partenariat.

Objectif n° 13 : réduction de 10% du nombre de postes au sein des Bureaux Administratifs (AO).

Ma décision de regrouper l'ensemble des bureaux administratifs des services centraux au sein d'une seule unité représente déjà une réduction de 35% du nombre de postes dans ces services, avec 7 postes professionnels qui vont être redéployés hors Siège.

Il reste encore beaucoup à faire, c'est évident.

Nous rencontrons des obstacles, nous apprenons tous les jours, et l'on s'adapte.

Nous avons prévu par exemple – c'était l'objectif n° 11 – d'offrir un nouveau programme de départ volontaire – nous sommes encore en train d'en évaluer le coût.

La décision de la Commission internationale de la Fonction publique – que nous avons l'obligation de mettre en œuvre comme agence des Nations Unies –

d'augmenter l'indemnité de poste au Canada, en France et en Italie, pèse également sur nos objectifs.

En réponse à la question posée par l'Italie, l'impact de cette décision est estimé à 5 millions US\$ pour le reste du biennium (2,5 millions US\$ par an), et pèsera pour 1% sur le ratio personnel / activités.

Je rappelle que ces décisions ne dépendent pas de l'UNESCO et que nous avons l'obligation de les transcrire.

Outre la feuille de route, nous accélérons la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation externe indépendante avec ses 5 grandes orientations stratégiques.

- Recentrer l'action de l'UNESCO ;
- Rapprocher l'UNESCO des réalités du terrain ;
- Participer activement au système des Nations Unies ;
- Accroître les partenariats ;
- Et la Gouvernance.

J'y reviendrai en détail lors de la prochaine session du Conseil exécutif.

Laissez-moi juste vous indiquer quelques progrès réalisés.

Sur le recentrage d'abord.

Nous avons, comme je l'ai dit, réduit massivement le nombre des plans de travail – et c'est un effort de recentrage.

Ce travail suppose également de définir ensemble les programmes à clôturer – et nous allons le faire.

Vous vous êtes exprimés très fortement en faveur des « clauses de sortie » et nous savons très bien que ce mécanisme existe comme méthode de travail de l'Organisation.

Certains ont suggéré que je voudrais remettre en cause ce principe.

Je n'en ai pas l'intention.

Le système de points mis en place cette année va d'ailleurs permettre d'identifier des programmes jugées les moins prioritaires, auxquels il sera mis un terme en 2014.

Je voudrais citer le nouvel accord-cadre que nous venons de signer avec l'ISESCO car c'est un bon exemple, je crois, de la manière dont nous recentrons nos activités – et c'est aussi un bon exemple de partenariat.

En rationalisant nos activités, nous sommes passés de 132 micro-projets à une sélection de 20 projets de plus grande ampleur, qui sont aussi plus visibles, avec plus d'impact.

En outre, les activités – qui étaient prévues dans le C5 – seront intégralement financées par l'ISESCO.

Voilà qui nous permet de gagner en visibilité, de recentrer nos activités tout en attirant des fonds supplémentaires.

La deuxième orientation stratégique consiste à rapprocher l'UNESCO des réalités du terrain.

Vous avez souhaité – en particulier le Groupe africain – connaître l'avancement de notre réforme du dispositif Hors Siège.

Je voudrais mentionner plusieurs avancées sur ce point.

Le nouveau bureau national à Juba est opérationnel.

Celui d'Abidjan sera bientôt lancé, et le recrutement des chefs de bureaux est imminent.

Un plan d'affectation complet a été élaboré pour Dakar et Nairobi – et le personnel sera déployé en conséquence.

Nous sommes en train de finaliser la plate-forme de soutien administratif à Addis, elle devrait être opérationnelle fin 2012.

L'antenne en Angola a été renforcée pour accueillir le programme que le pays souhaite financer à son profit.

Une nouvelle proposition visant à renforcer la délégation de pouvoirs aux directeurs des bureaux est en cours d'élaboration.

Il en est de même de leurs obligations redditionnelles.

Et nous attendons la recommandation du groupe africain pour l'implantation du bureau régional pour l'Afrique australe.

Le troisième objectif porte sur le renforcement des liens avec les Nations Unies.

Je crois que les progrès réalisés sur ce plan sont assez manifestes.

J'ai déjà parlé des deux grandes initiatives du Secrétaire général, Ban Ki-moon où l'UNESCO joue un rôle de premier plan.

Il y a aussi bien sûr notre plan d'action pour la sécurité des journalistes, repris par l'ensemble des Nations Unies.

Je pense à l'exercice d'évaluation du Conseil des Chefs de Secrétariat, que je co-préside – comme le groupe sur les migrations, ou la Commission sur le développement digital.

L'UNESCO est mieux représentée dans les Plans-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF).

Et c'est également vrai au niveau des équipes-pays : l'UNESCO s'est vu confier des responsabilités beaucoup plus importantes au cours de l'année passée dans la coordination et la mise en œuvre des programmes sur le terrain.

Je prends un seul exemple : l'UNESCO a été chargée de la conception et de la mise en œuvre du volet « alphabétisation et compétences » du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) au Soudan du Sud.

C'est un résultat très positif, c'est le signe de nos liens avec le système des Nations Unies, et un encouragement à notre réforme Hors Siège avec la création du bureau de Juba.

Toute réforme est difficile, et celle-ci particulièrement.

Et nous sommes tous conscients que la réforme des procédures et des services administratifs ne suffit pas.

Il y a des limites à ce que l'UNESCO peut couper sans risquer de se perdre, et aujourd'hui, nous arrivons à cette limite.

Tous les programmes souffrent du manque de moyens.

Ils ont tous été considérablement réduits dans leurs dimensions, et leur intensité.

Certains programmes sont pour ainsi dire totalement suspendus, ou dépendent de fonds extra-budgétaires, qui tardent à venir.

Nos programmes sur La Route de l'esclave ou l'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique – nos activités liées à la Convention de La Haye de 1954 ou de 2001 sur le patrimoine culturel subaquatique, sont largement sous financées, ou financées par le fonds d'urgence.

Notre travail sur les villes créatives n'est pas financé.

Nous avons dû suspendre nos activités relatives à la protection des archives audiovisuelles.

Le réseau « Le pouvoir de la paix » est également suspendu.

Nous avons du laisser partir plusieurs de nos experts océanographes, dont les postes étaient financés par les Etats-Unis.

Ils ont rejoint l'Agence Météorologique internationale – et selon toute vraisemblance, les programmes dont ils s'occupaient ne reviendront pas à l'UNESCO.

Le développement du réseau des géoparcs est reporté, de même que le programme sur la gestion des aquifères transfrontaliers

Notre projet d'indicateur de l'impact des politiques d'inclusion sociale, les programmes de formation bioéthique, ou sur l'éthique de la science, sont gravement touchés.

Le programme de soutien aux pays prioritaires les plus éloignés des objectifs de l'éducation pour tous étaient financés, dans le dernier biennium, sur le budget ordinaire. Aujourd'hui ce programme dépend entièrement de l'extrabudgétaire.

Cette situation n'est pas viable sur le long terme.

Le distingué représentant du Nigéria demande justement comment faire pour que cette situation n'entraîne pas des dommages irréversibles – comment faire que la « réforme » ne « déforme » pas l'UNESCO ?

Nous y parviendrons à la seule condition de ne pas perdre de vue les missions fondamentales et les fonctions essentielles de l'UNESCO.

Dans l'immédiat je me bats pour assurer le financement des priorités que vous avez approuvées, en puisant dans les réserves du Fonds d'Urgence que j'ai créé.

Vous avez souhaité – notamment l'Allemagne et le Royaume Uni – connaître les programmes financés par le Fonds d'Urgence.

Depuis plus de 6 mois je mobilise l'ensemble des Etats membres et nos partenaires pour attirer de nouvelles contributions.

Il s'élève maintenant à 38,5 millions US\$, dont 10 millions US\$ reçus depuis le mois de mars, et près de 8 millions US\$ de promesses.

J'ai déjà alloué environ 15 millions US\$ pour financer les programmes qui en avaient le plus besoin, conformément aux priorités que vous avez approuvées.

Environ 3 millions US\$ pour le Bureau de coordination hors Siège pour permettre d'assurer le suivi de la réforme du dispositif Hors Siège, en Afrique.

Plus de 2 millions US\$ pour le secteur de la Culture, dont 50% consacrés au renforcement des capacités en Afrique. J'ai en outre décidé d'une allocation pour le projet d'utilisation pédagogique de l'Histoire générale d'Afrique.

1,7 millions US\$ pour au titre du département Afrique, dont plus d' 1,3 million US\$ pour le financement de 11 projets élaborés par les bureaux de la région en collaboration avec les secteurs de programme.

Ces projets portent sur le développement des politiques scientifiques, technologiques et d'innovation en Afrique centrale – soutien des pôles d'excellence universitaires – projets d'éducation au service du développement durable – accès des jeunes aux technologies de l'information – nouvelle initiative en Afrique centrale pour la culture et le développement, éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix.

La quasi-totalité de ces projets sont prêts à être lancés, et les plans d'exécution sont presque tous finalisés, à l'exception de 2.

A ces 11 projets s'ajoute également le soutien aux programmes intersectoriels élaborés par le Département Afrique.

1,4 million US\$ pour le secteur de l'éducation, dont près d'1 million US\$ pour le renforcement des capacités des instituts de catégorie I en éducation – ce qui représente un effort sans précédent.

Plus d'1,3 million US\$ au secteur des sciences exactes et naturelles, en partie pour le financement de réunions statutaires et le renforcement des systèmes et des

politiques scientifiques, technologiques et d'innovation (STI) dans plusieurs régions (Afrique, Amérique latine et Petits Etats insulaires en développement.

Près de 800 000 US\$ au secteur des Sciences humaines et sociales, dont près de 250 000 US\$ pour un projet de développement de la Jeunesse africaine

Près de 500 000 US\$ au secteur de la Communication et de l'information pour la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse et le programme mémoire du monde.

440 000 US\$ au Bureau de la gestion financière, pour le développement d'outils numériques.

Environ 500 000 US\$ au Bureau des ressources humaines pour le nouveau système de bilans de compétences et le développement de nouveaux outils

Je précise que les fonds alloués aux services centraux serviront à mettre en place des systèmes d'information et des outils de gestion devant, à moyen terme, se traduire en réduction des coûts de gestion.

Près de 400 000 US\$ pour le financement des consultations régionales et le programme des bourses.

Et environ 3 millions US\$ pour les 6 plateformes intersectorielles.

Vous avez souhaité – en particulier le groupe africain – savoir dans quelle mesure les programmes prioritaires, en particulier ceux pour l'Afrique, bénéficient du fonds d'urgence.

Environ le tiers des sommes du Fonds d'Urgence concernent des projets qui touchent l'Afrique.

Outre les activités citées ci-dessus, l'ensemble des projets de la plateforme intersectorielle « Priorité Afrique » (enseignement des langues transfrontalières, changement climatique, renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs ; rôle des femmes dans l'histoire de l'Afrique, les jeunes dans la reconstruction post-conflit, etc...) seront exécutés en Afrique.

L'Afrique bénéficiera des programmes et actions mis en œuvre dans le cadre des autres plateformes – promotion d'une culture de la paix et de la non-violence ; contribution de l'UNESCO à l'atténuation des effets du changement climatique ; lutte contre le VIH et le SIDA ; soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe ; programme d'action pour les PEID.

Les plans de travail correspondants sont en préparation.

Mesdames et Messieurs,

Vous avez souhaité – en particulier le Royaume Uni – connaître les mesures prises pour améliorer le fonctionnement des réunions statutaires des Conventions culturelles.

Nous avons créé un groupe de liaison pour améliorer les méthodes de travail et réduire des coûts.

Nous avons déjà pris plusieurs mesures : réduction du nombre de pages des documents, limitation des impressions, réduction des coûts de traduction, recours aux fonds extrabudgétaires...

Je pense également à la retransmission intégrale des débats pour la première fois à l'occasion du Comité du patrimoine mondial à Saint Pétersbourg – cette solution permettrait d'ailleurs de réduire les coûts de prise en charge de la participation d'observateurs.

Ce ne sont que des exemples et nous allons faire davantage, et continuer d'explorer les financements extrabudgétaires, conformément à notre feuille de route.

Je voudrais d'ailleurs saluer et féliciter la Fédération de Russie pour l'organisation de la 36e session du Comité à Saint-Pétersbourg.

Il s'agit d'un soutien direct important pour l'Organisation.

En même temps, les débats du Comité ont montré la nécessité d'évaluer le fonctionnement, la crédibilité et l'avenir de la Convention.

J'ai décidé de convoquer une réunion de travail avec les organes consultatifs, que je présiderai personnellement les 4 et 5 Octobre.

Le but de cette réunion est de corriger les lacunes dans le fonctionnement de la Convention et d'identifier les besoins du Centre du Patrimoine, que nous pourrions intégrer dans le futur programme.

Je voudrais également mentionner une autre réunion importante, celle des Etats Parties à la Convention de 1970, réunion historique qui fut l'occasion de célébrer une excellente nouvelle, avec la création d'un organe subsidiaire pour la mise en œuvre de la Convention.

J'en profite pour saluer son Excellence l'Ambassadeur du Mexique pour la manière avec laquelle il a présidé les débats, que j'ai suivis de près.

En réponse aux questions posées par l'Allemagne et les Pays Bas, ce nouvel organe sera financé par des fonds extra-budgétaires.

Ladies and Gentlemen,

I turn now to the second main point on our agenda -- the *United Nations Conference on Sustainable Development*.

I wish to thank once again the Chair of the Executive Board for her leadership and hard work in the run-up and during the Rio+20 Conference – this made a true difference.

The Delegations of the United Kingdom, Germany and Nigeria asked about the implications of the Conference for UNESCO, while the Delegation of Japan enquired about specific results for sustainable development in the sciences and education.

Let me respond in a comprehensive manner.

The Conference adopted on 22 June, after lengthy negotiations, an Outcome Document, *The Future We Want*.

This Document has been criticised from many sides as failing to define new commitments.

Let me be clear.

Rio+20 placed sustainability through all three pillars firmly onto the global agenda, and the Outcome Document is a significant result with far-reaching implications.

I wish to underline the great role of Brazil in the success of the Conference.

I take this opportunity also to commend the UN Secretary-General for the leadership and vision he brought to Rio+20.

As the United Nations Secretary-General said, Rio+20 is not “*an end but a beginning.*”

Despite all differences and difficulties, this Conference brought the world together -- to agree on problems, identify areas for action and set in motion a process for undertaking them.

In this, it succeeded in spades.

Rio+20 saw agreement by a wide range of actors, Governments and civil society, on some 700 voluntary commitments.

The Outcome Document contains the first agreed wording on the ‘green economy’ concept.

It recognizes the need to go beyond GDP in measuring sustainable development.

A Framework of Programmes on Sustainable Consumption and Production was also adopted.

The Outcome Document agreed on the need for sustainable development goals, to be integrated into the global development agenda after 2015.

This result is strategic.

An open working group of thirty representatives will be established at the 67th session of the UN General Assembly to this end.

The UN Secretary-General will provide input and support the group through an interagency team – in which UNESCO will seek to participate.

In this respect, I participated in Rio's first *High Level Roundtable*, co-chaired by Prince Albert II of Monaco and His Excellency Armando Emilio Guebuza, President of Mozambique -- where I called for concrete sustainable development goals, building on the Millennium Development Goals.

Rio+20 took also two decisions with institutional relevance – to strengthen the *United Nations Environment Programme*, and to establish a *High-Level Political Forum on Sustainable Development*.

UNESCO was deeply involved in all deliberations and in the success of Rio.

Before the Conference, we organized the *Forum on Science and Technology and Innovation for Sustainable Development* with the *International Council for Science* and other partners, to define a new approach to research for sustainability.

During the Conference, UNESCO led three Official Side-events.

The first concerned “Educating for a Sustainable Future,” co-organized with the Government of Sweden and the Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology of Japan.

The second was “Know our Ocean, Protect our Marine Treasures, Empower Ocean Citizens.”

The third focused on the 2013 *International Year of Water Cooperation*, which UNESCO is entrusted by the UN General Assembly to lead.

These generated strong visibility for UNESCO and our objectives.

I attended also the “Women Leaders’ Summit on the Future Women Want,” hosted by UN Women and led by President Dilma Rousseff, to integrate gender equality into sustainable development.

At the *Chief Executives Board Roundtable* – under the title “UN System: Together for the Future We Want” -- chaired by the UN Secretary-General, I made the case for education as the basis of sustainability.

In addition, UNESCO participated in a wide range of other events – for instance, on “Social science support to policies promoting the social dimension of sustainable development in a changing climate,” co-organized with the Norwegian National Commission, a seminar on “Culture and Sustainability,” co-organized by the Brazilian Ministry of Culture and the *United Cities and Local Governments*, on “Broadband and ICTs for smart, inclusive and sustainable societies,” organized by the Brazilian Ministry of Communication and the *International Telecommunications Union*, as well as on the importance of water, organised with Finland.

Action *inside* the conference halls was backed up by a powerful communications campaign *outside* -- we lit up Rio with our messages, thanks to the support of UNESCO Goodwill Ambassadors, Nizan Guanaes and Oskar Metsavaht,

This included a strong presence in the media.

In the run-up to Rio, I signed five opinion pieces in the Japanese daily, *Mainichi*, and three articles in the Brazilian *O Globo*.

I was honoured to co-sign an article with Lena Ek, Swedish Minister for the Environment, and Hirofumi Hirano, Japanese Minister of Education, published in the Swedish newspaper, *Sydsvenska Dagbladet* and also in *Folha de San Paulo*.

In reply to your question, for UNESCO, the messages from Rio+20 are clear.

Let me start with education.

Rio+20 reaffirmed universal access to primary education and quality education at all levels as “*essential for achieving sustainable development.*”

It recognized the vital importance of education for sustainable development.

In reply to the question of the Delegation of Japan, I will present to the 190th Executive Board, options for transforming the *UN Decade of Education for Sustainable Development* into an institutionalized process beyond 2014.

Options may include consideration of a second decade, a programme framework, or a coordination framework.

I look forward to the discussions of the Executive Board, to elaborate a proposal for the General Conference.

In addition, Rio shone a strong light on programmes in “*entrepreneurship and business skills training, professional, technical and vocational training and lifelong learning.*” The importance of non-formal education was underlined.

All of this endorses UNESCO’s commitment to quality education and education for sustainable development.

I take this opportunity to thank the Government of Japan for offering to host a conference on Education for Sustainable Development to close the UN Decade in 2014.

Rio recognized also the centrality of the sciences for sustainability.

This was a true breakthrough in global approaches to sustainable development, to which UNESCO contributed.

The Outcome Document underlined, indeed, the need for a stronger science-policy interface, and to enhance national scientific and technological capacities, along with technology transfers to developing countries.

Rio+20 recognized also the challenge of sustainably managing the ocean.

The Outcome Document highlighted the need for networks of observation and knowledge management – for instance, regarding, ocean acidification.

These points translated into concrete policy commitments that build on UNESCO leadership.

I mentioned earlier our leading role in the UN Secretary-General's *Scientific Advisory Board*.

This is clear recognition of UNESCO's leadership on a core sustainability issue.

Also in Rio, the *International Atomic Energy Agency* announced it will launch an *Ocean Acidification International Coordination Centre*.

UNESCO's *Intergovernmental Oceanographic Commission* pushed for such a centre in the run-up to Rio, and the IOC will participate on its Advisory Board.

I see this as a good example of our leadership, working in partnership with other agencies.

As you recall, I initiated the idea of a *Global Oceans Compact* at the Chief Executives Board meeting last year in Nairobi.

Developed with substantial UNESCO input and that of other agencies, the concept was adopted by the Chief Executives Board earlier this year.

We are now discussing with the UN Secretary-General the launch of the *Global Oceans Compact* during the closure of the *Yeosu World Expo on Oceans* on 12 August, 2012.

UNESCO's *Intergovernmental Oceanographic Commission* will play a key role in taking this forward.

UNESCO is also a partner of the *Future Earth Initiative* that was launched in Rio.

This is a ten-year initiative to develop knowledge for sustainability from all scientific disciplines.

This is a strong example of UNESCO contributing and partnering to 'sustainability sciences' in real ways across the world.

Recognition of this role is a strategic outcome from Rio – the result of 18 months work before the Conference, and much longer engagement across all sciences.

Another success is that Rio+20 highlighted the importance of ICTs and broadband for sustainable development – for facilitating the flow of information between governments and the public, and for promoting knowledge exchange and capacity building.

I would remind you here of the importance of the work undertaken to reach these agreements by the *Broadband Commission for Digital Development*, co-led by UNESCO and the ITU.

In the field of culture, the results are mixed.

The Outcome Document notes the importance of cultural diversity, cultural tourism and also indigenous knowledge.

It recognizes that “*people are at the centre of sustainable development*” and the need for “*holistic and integrated approaches to sustainable development.*”

The Document, however, does not refer as such to the importance of culture for development.

Rio shows we still have work ahead to make our case for culture and development – this is especially important as we debate the post-2105 global development agenda.

I remain encouraged by the resolutions agreed in the UN General Assembly and by the strong momentum that exists, on which we must build.

We must continue also to promote our messages on the ethics of development and the social aspects of sustainability, essential for respect and implementation of human rights.

Gender equality must also lie at the heart of sustainable development.

This message guides the *Global Partnership on Girls' and Women's Education*, whose first anniversary we celebrated on 25 May with many prominent participants, including the Executive Director of *UN Women*, Michelle Bachelet, the Minister of Primary Education of Chad, and Princess Laurentien of the Netherlands, *UNESCO Special Envoy on Literacy for Development*.

As Mr. Sha Zukang, Secretary-General of Rio+20, admitted -- not everybody is happy with the Outcome Document.

But I believe Rio+20 will be remembered as a starting point and not the finish line.

No big commitments were made, but there were *big ideas* – in education, in sciences for sustainability, on the ocean, in ICTs.

The sustainability agenda is now firmly in place, in national agendas across the world.

I see Rio+20 as a call to action to UNESCO.

This relates to the question raised by the Delegation of Nigeria.

It is vital we build on Rio+20 to define UNESCO's next *Medium-Term Strategy*.

The C/4 must provide answers to critical questions about priorities, structures, staffing and the means to deliver.

It must map our action to take forward two priority themes – *a culture of peace* and *sustainable development*.

What forces today make peace lasting?

What is the motor for sustainable development over the next century?

One answer is equity and inclusion – the inclusion of girls in schools, of men and women in networks to share knowledge, of young people in civil society.

Another answer concerns the ability of women and men to make the most of change -- thanks to quality education and respect for culture -- and to participate fully in it -- through diversity of contents and freedom of expression.

This is linked to the question of the Delegation of the Netherlands on preparing the C/4.

Let me say I see this as a dynamic, inclusive process.

This starts with the Regional Consultations -- held thus far with 34 African countries in Côte d'Ivoire on 6-8 June and 30 States from the Asia and Pacific region in Vietnam on 16-18 June.

Despite financial constraints, the consultations were well attended and featured lively debate.

The reports of these consultations are online, and the next three consultations will occur in September.

In reply to the Delegation of the United Kingdom, strong messages are already emerging.

The message to focus on priorities, to reduce overarching objectives, to deepen intersectorality as both mode of planning and mode of implementation.

The message to lead where UNESCO adds value, to retain a cutting-edge normative role, to strengthen policy advice and capacity-building, and to widen our partnerships.

The message also to move from [I quote from a reply to the Questionnaire] “*a culture of administration to a culture of management,*” to reduce costs and administrative procedures, to accelerate field reform.

The C/4 process draws also on the Questionnaires sent to Member States and Associate Members, to intergovernmental and international non-governmental organizations.

The Questionnaires have a new format, as you know, to provide for sharper strategic focus.

I am very pleased 113 States have answered – this record number testifies to deep engagement at this crucial time.

Replies are frank, sometimes bold in terms of prioritization. They confirm our reform priorities as informed by the Independent External Evaluation, calling for a UNESCO closer to the field and with sharper leadership.

Preparing the C/4 extends further also – we must cast our net wide.

We have to draw on the results of the 2011 *ECOSOC Annual Ministerial Review* and on the Leaders Forum of the last General Conference.

We must take onboard the *Thematic Debates* we have held on sustainable development and culture of peace, and on Africa, Gender Equality and Small Island Developing States.

In my view, we must define the C/4 in a context that has four angles.

- First, a changing international system, featuring opportunities and challenges.
- Second, rising demand from States for action by UNESCO.
- Third, severe constraints from a global crisis and current financial difficulties.
- Finally, a period of debate in and outside the United Nations about the post-2015 global sustainability agenda.

This context calls on us to re-read our mandate, to adapt it to new circumstances.

We must map the C/4 against the needs arising from this wider context and *not* simply against what we think we do well.

UNESCO must not be a fragmented place with a few 'niche' strengths – it must be a single Organization, whose efforts converge to provide a coherent response to needs.

What are needs today?

The need for greater dialogue and inclusion, for development policies that reflect local cultures and experiences, for multidisciplinary responses to complex challenges.

I see three strategic directions emerging from this picture –

- *learning to live together in an age of diversity;*
- *learning to develop sustainably in an age of limits;*
- *innovation for building peace and knowledge societies.*

These three encompass the leading profile UNESCO has and is building, in the UN system and more widely.

We have now an opportunity to clarify UNESCO's functions and to sharpen our structure and staffing.

This means choosing where to invest.

It means clarity also on what *not* to do.

I refer here to the question from the Delegation of Italy on 'sunset clauses'.

I am pleased the need for a process of review for continuation/termination has been reaffirmed overwhelmingly in the Questionnaires. The decision to do so, of course, falls within the prerogatives of the General Conference.

In February 2012, in *Document 189 EX/15 Part I Add*, I submitted to the Executive Board a review of the programmatic situation in light of the financial constraints.

In this, I set out which specific programme areas and activities would be impacted by the budgetary cuts and would need to be suspended or limited. This includes activities pertaining, for instance, to languages, museums, and the power of peace network.

Other activities can be considered completed once the expected results have been attained. This assessment is currently being undertaken.

However, in many cases, the expected results have been reduced in terms of scope and depth due to the reduced availability of financial resources.

So, the real meaning of the 'sunset clause' will only become evident and relevant during the preparations of the next C/4 and C/5 -- when a formal decision will have to be taken whether to continue with the various programmes and activities into the next biennial cycles or to terminate them.

Ladies and Gentlemen,

I turn now to questions raised by Delegations on other issues.

The Delegation of Austria raised a question about communicating UNESCO better.

I mentioned earlier the integrated communications campaign we ran before and during the Rio+20 conference, encompassing a strong presence in the national and global media outlets and in the city itself.

This drew on a rising profile for UNESCO more widely, in global and national media – in 2012 alone, I published 14 articles, on culture under attack in the *New York Times*, *Le Figaro*, *Dar Al Hayat*, *Elaph* and CNN, on water issues in *Le Croix* and *Le Devoir*, on gender equality in the Senegalese *Le Soleil* and on the Arab Spring in the Turkish *Hurriyet*, and others.

I believe we are more visible, our voice is getting stronger, and we are being heard.

This reflects a range of measures to improve UNESCO's visibility and to help it engage with key stakeholders.

Measures include developing a more strategic approach to communicating major events, streamlining publications to ensure quality, expanding social media -- our micro-blogging sites, such as Twitter and Weibo, have 240,000 total followers, an increase of 122 percent from last year -- improving communication with Members States and Delegations through the website especially for Member States (www.unesco.int), sharpening internal communication, essential in a period of change, and also opening UNESCO to the public.

Monitoring our work is essential, and, here, I would encourage Delegations to follow the *Monthly Report on UNESCO Public Information Products*, found on UNESCO.int.

The Delegation of Kenya asked about the Task Force established at the *1st Africa Forum on Science Technology and Innovation for Youth Employment, Human Capital Development and Inclusive Growth*, held in Nairobi this April.

A *Task Force on STI for Youth Employment* has, indeed, been established by UNESCO, the African Development Bank, the Economic Commission for Africa, the Association for the Development of Education in Africa and the African Union.

It will seek to build institutional and human capacity by reinforcing scientific networks, supporting collaborative research, and setting up relevant funding mechanisms.

The first meeting of the Task Force was held on 27 June in Addis Ababa to define the role of each organization, and a Plan of Action is being developed to support the implementation of the Nairobi Ministerial Declaration.

The Delegation of Angola asked about the Forum on 'A Culture of Peace in West Africa,' held on 4-5 June in Abidjan, Côte d'Ivoire.

Organised with the *Centre for Long-Term Strategic Studies*, and with the generous support of the Côte d'Ivoire, the Forum brought together representatives from the African Union, regional economic communities, international organisations, development banks, and experts, including participation from UNESCO.

The Forum elaborated strong recommendations – including, for instance, a research programme on traditional methods of conflict prevention and resolution, a regional media observatory, youth inclusion through civic education and skills development, and promoting women as peace-educators.

A final report will soon be available.

This forum was the first of several to prepare the *Forum for the Culture of Peace in Africa*, to be organized in the context of the 2013 Africa Union Heads of State Summit.

I thank those countries that have expressed a willingness to host further meetings. I very much hope the next Forum may be held in Angola next November.

The Delegation of Djibouti enquired about assessing the national Education for All process. I thank the Delegation of Angola for also raising this issue.

UNESCO is, indeed, preparing to launch a national EFA assessment process.

We have created an internal task force, and started consultations with EFA convening partners and the Global Partnership for Education. The issue will be discussed at the next EFA steering committee.

With EFA partners, UNESCO will provide technical guidelines for the national assessment, and we are drafting a concept paper specifically on the EFA national assessment process in Africa.

This will be discussed with the Secretariat of the African, Caribbean and Pacific Group of States in Brussels, with a view to possible support from the European Commission.

National assessments will be country-driven, with support from UNESCO headquarters, our five multi-sectoral offices in Africa, Category I Institutes and the UNESCO Institute for Statistics.

On a related issue, let me take this opportunity to inform Delegations that the Republic of Korea has agreed to host the Education for All Conference in 2015, for which I am very grateful.

The Delegation of the United Kingdom enquired about legal advice for implementing the *UNESCO-Equatorial Guinea Prize*.

I have consulted the Legal Advisor, and she reminded me that, although the legal advice provided by her to the Executive Board had not changed, I am obliged under the UNESCO Constitution to implement Executive Board decisions.

I remind you the Legal Advisor presented her opinion to the Executive Board upon the request of its Chair and before the adoption of the decision on the prize.

This advice was addressed to the Executive Board, so that the Executive Board might take it into consideration before taking a decision.

The fact the Executive Board took a decision that may not be in conformity with the legal advice provided does not release me from the constitutional obligation to implement this decision.

The responsibility for the establishment and decision to award the Prize lies with the Executive Board and is not within the prerogatives of the Director-General.

The Delegation of the United States asked about Open Educational Resources.

As you know, the *2012 World Open Educational Resources Congress* was held here on 20-22 June.

The Congress agreed on a Declaration calling on all Governments to openly license publicly-funded educational materials for public use.

Ambassador Killion, as you yourself wrote in the *Guardian*, Open Educational Resources hold a “*key not only to solving the global education crisis but to unlocking sustainable global growth in the 21st century.*”

The *UNESCO OER Platform* is an innovation flagship I am determined to steer forward – to support States in adopting policies for developing, using and sharing these resources and to develop further UNESCO products and adaptations.

For this, we need greater support from Member States, and also the private sector.

I take this opportunity to appeal to all Governments to embrace the provisions of Paris Declaration.

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

I had the honour yesterday to sign an agreement with Minister Kapil Sibal of India to create the *Mahatma Gandhi Institute of Education for Peace and Sustainable Development*.

This is the first UNESCO Category I Institute in India.

It will be the first such Institute in the Asia-Pacific region.

For me, this testifies to the enduring strength of UNESCO's message today.

Since our last Information Meeting, we have seen strong recognition of UNESCO's ideas, leadership and unique competences.

Difficult decisions have been taken, and difficult ones lie ahead.

As we move forward, I am determined to not weaken our core mandate or our ability to deliver.

As Mahatma Gandhi himself once said: "*As human beings, our greatness lies not so much in being able to remake the world as in being able to remake ourselves.*"

This same idea drives UNESCO.

I would rephrase it to say, UNESCO helps people remake themselves in order to remake the world.

Our goal is clear -- an effective global leader that delivers meaningful results, a sharper and more agile UNESCO, a UNESCO responding to the needs of the 21st century.

Circumstances are difficult, and constraints are sharp – but these must spur us to action, and they are doing so.

I am determined to make the very most of the current situation for a better and stronger UNESCO, because expectations have never been so high and we must meet them.

Thank you.